

PLATEFORME PROGRAMMATIQUE DU PGE

*Sortir de l'austérité,
refonder l'Europe*



CHANGE EUROPE
POUR UNE EUROPE DU TRAVAIL



IV CONGRÈS Madrid, 13-15 décembre 2013

European**LEFT**



Plateforme programmatique du PGE

Sortir de l'austérité, refonder l'Europe

C'est une certitude, l'Europe traverse une crise profonde. La toute puissance laissée aux financiers, les conséquences des politiques d'austérité et les reculs de démocratie mettent en danger l'idée même d'une « union » européenne.

La colère est grande dans les peuples européens, et elle est légitime.

Les traités européens tel qu'ils existent, fondés sur les principes de compétitivité, de concurrence, les déréglementations et libéralisations, le rôle joué par la banque centrale européenne et l'euro, au service exclusif des marchés financiers et du pouvoir du grand capital, ne permettent pas le progrès social en Europe.

La crise financière a été le prétexte pour aller plus loin dans l'ultralibéralisme, pour imposer des plans d'austérité barbares, des régressions sociales et démocratiques. Pays après pays, nous voyons débarquer la « Troïka », ces experts du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne. Avec la complicité de nos gouvernements, ils baissent nos salaires et nos pensions de retraite, cassent les services publics, privatisent et vampirisent tout. Résultat, le chômage et la précarité explosent, la vie est de plus en plus dure.

Aujourd'hui, le projet de grand marché transatlantique avec les Etats-Unis et le Canada, construit par et pour les multinationales, est une nouvelle menace contre le travail, les normes de qualité, les cultures et la démocratie sur notre continent.

Nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'il faut refonder l'Europe. Laisser l'Europe s'enfoncer dans la voie de la régression sociale et démocratique serait criminel. Mais laisser l'Europe se défaire pour en revenir à la guerre des Nations et des peuples, aux replis nationalistes et xénophobes ne serait pas non plus la solution. Nous proposons une autre voie : celle d'une refondation de l'Europe sur des bases nouvelles. Notre objectif est d'ouvrir un espoir, une nouvelle ambition de coopérations et de solidarités au niveau européen, au service de nos peuples et des peuples du monde.

La plate-forme programmatique présentée aujourd'hui par le Parti de la gauche européenne cherche à dessiner les contours d'une Europe refondée sur des bases démocratiques, solidaires, sociales, écologiques et pacifiques. Elle est le fruit d'une élaboration commune. Nous proposons de grands axes de transformation ainsi que des mesures concrètes pour améliorer tout de suite la vie des Européens.

Résister à l'austérité et placer le développement social au centre des politiques européennes, reprendre le pouvoir sur la finance et construire la démocratie, augmenter les droits de toutes et

tous : c'est autour de ces axes que nous proposons, à tous les travailleurs d'Europe, à toutes les citoyennes et tous les citoyens de gauche, aux syndicalistes et militants des mouvements sociaux qui, en Europe luttent contre l'austérité et le capitalisme, pour la démocratie et la paix, de se rassembler.

Cette plate-forme est un point de départ. Nous voulons l'enrichir de nos rencontres avec les forces qui, comme nous, cherchent une sortie de crise par le haut. Ces forces sont nombreuses comme l'a prouvé la signature, par plus de 100 organisations, lors d'un « Altersummit » à Athènes en juin 2013, d'un « Manifeste des peuples », comprenant beaucoup de propositions proches de celles que nous avançons aujourd'hui. Dans nos pays, les plates-formes, les programmes, les revendications des associations, des syndicats, réseaux et militants politiques de gauche et écologistes le prouvent aussi.

Les élections européennes de mai 2014 seront une échéance cruciale pour l'avenir des peuples. C'est cet espoir, celui d'une Europe nouvelle que nous porterons tant face aux défenseurs de l'Europe libérale, que face à l'extrême droite qui rejette l'idée de solidarité entre les peuples.

Pierre Laurent – Président du PGE

Note

Nous avons ici deux matériaux différents, deux textes pour la plateforme programmatique:

L'un est une proposition brève et concise des grands axes de notre plateforme, approuvés dans nos réunions successives à tous les niveaux. C'est donc, le matériau – la plateforme – à prendre en considération et approuver au congrès, à cette étape du calendrier. Ces bases permettront le début de la campagne et de la diffusion des contenus.

L'autre est de fruit d'une large collecte de propositions et de contributions, de différents niveaux et sur des aspects divers.

Toutes ces propositions émergent des partis membres, groupes de travail, réseau EL FEM et des syndicalistes.

Elles ne sont pas toutes applicables au niveau européen, ou dans tous les pays. Elles ne requièrent donc pas d'accord unanime mais doivent être comprises dans le cadre de la diversité des situations.

Cette contribution reste ouverte à de nouvelles évolutions dans les jours suivant le congrès, tant au plan national qu'europpéen.

Axes fondamentaux

1/ Résister à l'austérité - Pour un nouveau mode de développement

2/ Rendre le pouvoir aux peuples - Pour la révolution citoyenne -

3/ Pour l'Europe sociale et des droits

4/ Pour des échanges justes avec le monde – refuser le grand Marché transatlantique

5/ Pour une Europe de la paix

Axes fondamentaux - Plateforme du PGE -

Extraits du programme

5 Axes -

1. Résister à l'austérité - Pour un nouveau mode de développement

- a) La dette ne sera pas payée.*
 - Audit citoyen sur les dettes publiques
 - Annulation de la dette illégitime – Restructuration
- b) Arrêter les plans d'austérité pour empêcher la catastrophe humanitaire.*
- c) Relancer l'activité économique pour satisfaire aux besoins sociaux dans le respect de l'environnement et lutter contre la précarité et le chômage, spécialement chez les jeunes.*
- d) Les budgets doivent être tournés vers la solidarité, l'aide aux personnes et aux pays en difficulté. Il doit viser la réduction des inégalités sociales, de genre et territoriales.*
- e) Placer les questions environnementales, et le modèle de croissance dans une économie basée sur le cadre écologique. Être actifs contre le réchauffement climatique.*
- f) Garantir la souveraineté alimentaire, réformer la politique agricole commune.*

2. Donner le pouvoir aux peuples - pour une révolution citoyenne

Une Europe socialement et environnementalement soutenable, démocratique et solidaire ne peut être construite dans le cadre des traités actuels. Nous avons besoin de refonder l'Europe pour donner le pouvoir aux citoyens, aux travailleurs, aux peuples.

- a) Reprendre le pouvoir sur la finance*
- b) Faire respecter les souverainetés populaires*
- c) Permettre l'intervention citoyenne dans les décisions européennes*
- d) Droit des travailleurs, libertés syndicales*
- e) Garantir l'indépendance des pays européens par rapport aux USA et à l'OTAN, refus des programmes Swift, Prism. Etc.*

3. Pour l'Europe sociale et des droits

Notre objectif est de garantir les droits humains fondamentaux de tous les européens par un accès universel à ces droits, grâce à des services publics et des systèmes de sécurité sociale, gérés publiquement et/ou en coopération avec des associations à but non-lucratif. Les droits fondamentaux des citoyens ne sont pas des marchés, ils ne doivent pas être laissés entre les mains des entreprises privées et des marchés financiers. Leur but est

l'émancipation humaine et non le profit. Aussi, nous pensons qu'ils doivent être au cœur de l'investissement public, par les fonds européens, les budgets des Etats, les collectivités locales, les systèmes de cotisations...

- a) *Droit du travail, salaires*
- b) *Droit aux soins et la protection de la santé*
- c) *Droit universel à l'éducation publique*
- d) *Garantir l'accès aux biens communs*
- e) *Droit aux services sociaux pour les personnes en difficulté*
- f) *Droit à la retraite*
- g) *Droits et libertés*
- h) *Droits des personnes LGBT*
- i) *Droits des femmes*
- j) *Droits des migrants*
- k) *Droit à la culture*
- l) *Droits des personnes handicapées*

4. Pour des échanges justes avec le monde – Refuser le grand marché transatlantique

- a) *Bloquer le Grand Marché transatlantique: Dérégulation de la société et perte des progrès de civilisation européens. Nous voulons rassembler tous les secteurs et les citoyens menacés par le Traité, dans l'agriculture, l'élevage, l'industrie, l'audiovisuel, dans monde du travail en général, l'environnement, la culture. Nous exigeons une campagne d'information publique sur l'accord et un referendum dans tous les pays où c'est possible. Nous stopperons immédiatement les négociations.*
- b) *Mettre des moyens d'enquête et de lutte contre les réseaux d'espionnage*
- c) *Suspension de l'accord d'association UE-Israël tant qu'Israël ne respecte pas les droits humains*
- d) *Autour de la méditerranée : remise en cause de l'Union pour la Méditerranée. Nous voulons une coopération méditerranéenne et des accords qui bénéficient aux citoyens.*
- e) *Revenir sur les accords de libre échange avec l'Amérique latine et les Caraïbes sur des bases servant l'intérêt mutuel et au service des peuples*

5. Pour une Europe de la paix

Nous défendons la Paix et le dialogue politique contre la violence et la coercition militaire. Le PGE c'est le choix de la paix entre les personnes mais aussi entre les peuples et sociétés. Nous défendons l'internationalisme qui est contraire à l'impérialisme qui crée artificiellement les divisions entre les différents pays, entre les peuples, nous voulons les unir contre la crise néolibérale et capitaliste qui fait d'une grande partie des personnes, des travailleurs et de la société, des victimes.

- a) *Les valeurs de la Paix*
- b) *Sur les traités militaires et leurs conséquences sur l'UE*
- c) *Sur la politique d'armement*
- d) *Agir sur les conflits en cours, pour viser la paix dans le monde*

Version exhaustive du document.

Texte avec toutes les propositions reçues

Ici se trouvent des propositions de fond, des points et des arguments pour continuer à construire une plateforme électorale européenne.

Il s'agit également d'exemples, de propositions et contributions variées et plurielles pour aider à la construction des programmes nationaux

1.- Résister à l'austérité - Pour un nouveau mode de développement

a) La dette ne sera pas payée.

- Audit citoyen sur les dettes publiques
- Annulation de la dette illégitime - Restructuration

b) Arrêter les plans d'austérité pour empêcher la catastrophe humaine et humanitaire.

c) Relancer l'activité économique pour satisfaire aux besoins sociaux dans le respect de l'environnement et lutter contre la précarité et le chômage, spécialement chez les jeunes.

- Nous rejetons le pacte de compétitivité
- Nous proposons la création d'une banque publique européenne de développement social et solidaire. À l'opposé du fonds de stabilité européen, il distribuerait des financements pour ces projets sur la base de critères sociaux et environnementaux. Abondé par la BCE, une part du budget de l'UE et la taxation des transactions et revenus financiers, il libérerait l'investissement public des marchés financiers et désarmerait les spéculateurs.
- Viser le contrôle public et démocratique des secteurs stratégiques de l'économie en Europe
- Relancer et changer la production industrielle en Europe pour des raisons sociales et environnementales. Il est nécessaire de produire au plus près des lieux de consommation en Europe.
- Il faut produire mieux et en coopération plutôt qu'en se faisant la guerre économique. Nous proposons une évaluation critique de la manière dont nous produisons aujourd'hui et redéfinir nos objectifs de production en prenant en compte l'utilité sociale de la production, son impact environnemental et la manière dont sont prises les décisions dans les entreprises.
- Nous proposons un plan industriel européen pour les secteurs stratégiques et un plan de relance.
- Relocaliser la production en Europe par l'institution de normes sociales et environnementales protectrices, contre les pressions du capital, les productions low cost et les marchés mondiaux. Par exemple, avec des taxes nationales concertées sur l'importation de produits déjà relocalisés en Europe et d'une taxe kilométrique afin de réduire les transports de produits.

d) Les budgets doivent être tournés vers la solidarité, l'aide aux personnes et aux pays en difficulté. Il doit viser la réduction des inégalités sociales et territoriales.

- Nous refusons les coupes budgétaires dans les aides aux plus démunis (PEAD).
- Nous nous battons pour une redistribution juste des richesses, un système fiscal juste dans les pays membres et en Europe.
- Nous voulons que les riches et les revenus du capital contribuent plus.
- Nous proposons une taxation européenne exceptionnelle sur les grandes fortunes afin de financer un plan européen de redressement économique.
- Taxation des transactions financières
- Pour lutter contre le dumping fiscal, nous sommes en faveur d'une harmonisation fiscale juste en Europe.
- Nous sommes pour l'interdiction de verser des subventions publiques à des entreprises qui licencient alors qu'elles font des bénéfices.
- Nous proposons de conditionner et moduler l'attribution d'aides publiques aux entreprises en fonction de la création d'emplois décents, de critères sociaux et environnementaux

e) Placer les questions environnementales, et le modèle de croissance dans une économie basée sur le cadre écologique. Être actifs contre le réchauffement climatique.

Afin de ralentir le changement climatique, nous devons économiser l'énergie, passer aux énergies

renouvelables, mettre en place une taxe carbone efficace et passer des accords internationaux chiffrés et contraignants. A travers la restructuration écologique de l'économie, la réduction de la course à l'armement et la limitation des profits capitalistes qui conduisent à une croissance uniquement quantitative, nous pouvons protéger l'environnement tout en créant de l'emploi et de la justice sociale.

f) Garantir la souveraineté alimentaire, réformer la politique agricole commune.

L'Europe doit garantir la souveraineté et la sécurité alimentaire de ses peuples et permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail. L'Europe agricole doit initier un mode de développement respectueux des hommes et des territoires. Il faut engager la transition écologique de l'agriculture.

- Instaurer une clause de sauvegarde internationale lorsque les terres, les eaux (pêche) d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de production vivrière.
- Mettre en place des outils de régulation des marchés agricoles, de stocks régulateurs et de mesures contre la spéculation. Un premier pas pourrait être la création d'une convention internationale sur la non spéculation des biens alimentaires (campagne où les ONG ont déjà mis les banques sur le reculoir).
- Relégitimer les taxes sur les importations et exportations déstabilisant les marchés locaux, afin de financer la relocalisation de productions.
- Arrêter de soutenir la production et l'importation d'agrocarburants.
- Appliquer la préférence communautaire et la suspension des accords bilatéraux de libre échange négociés par l'Union Européenne (Mercosur).
- L'affirmation de la souveraineté alimentaire par la constitution de stocks européens de sécurité.
- La mise en place d'outils économiques encadrant les marges et pratiques des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution.
- Face au risque climatique, nous proposons que l'Europe s'engage dans un outil de protection des activités du vivant que sont la terre, la mer et la forêt « Régime d'Assurance Mutuel Calamités ».

2.- Rendre le pouvoir aux peuples - pour une révolution citoyenne

Une Europe socialement et environnementalement soutenable, démocratique et solidaire ne peut être construite sur les traités actuels. Nous devons refonder l'Europe pour rendre le pouvoir aux peuples, aux travailleurs, aux citoyens.

a) Reprendre le pouvoir sur la finance :

- contrôler démocratiquement la BCE et réorienter le crédit bancaire. La BCE doit utiliser son pouvoir de création monétaire pour financer des projets créateurs d'emploi décents (dans l'industrie, la recherche, les nouveaux modes de production ...) et des services publics nationaux et européens.
- la BCE doit être autorisée à prêter directement de l'argent aux Etats à faibles (ou nuls) taux sans condition économique et politique. Cela stopperait la spéculation sur les dettes publiques.
- Dans le cas où des recapitalisations d'institutions bancaires sont nécessaires, cela doit être contrôlé démocratiquement et dans le cadre d'une propriété sociale. Cela peut conduire à la supervision des banques publiques par l'Etat
- bloquer les mouvements de capitaux entre l'UE et les paradis fiscaux,
- éradiquer les paradis fiscaux au sein de l'UE
- Maîtrise publique des banques, création de pôles publics bancaires, séparation des activités commerciales et de dépôt dans les banques,
- lutter contre la fraude fiscale
- lever le secret bancaire qui protège le grand capital et l'évasion fiscale
- promouvoir le développement de fonds mutualistes et coopératifs à but non lucratif

b) Faire respecter les souverainetés populaires :

- Nous voulons l'abolition du TSCG et du « 6 pack »
- Nous voulons nous émanciper du traité de Lisbonne qui conduit à l'austérité et bafoue la souveraineté des peuples. Le traité de Lisbonne contient tous les traités précédents et rassemble en son sein toutes les impasses du capitalisme de nos jours. Il exige la concurrence libre et non faussée au détriment des droits sociaux gagnés par les luttes démocratiques des travailleurs du siècle passé. Il promeut le libre échange au détriment de l'environnement et de la justice sociale. Il maintient la dérive autoritaire de l'UE en concentrant les pouvoirs dans les mains d'institutions non élues. Il est nécessaire de détruire le Traité de Lisbonne pour répondre aux urgences sociales, lutter contre le désastre climatique, résoudre la crise démocratique et refonder l'Europe.
- L'autorité doit résider dans les instances élues aux niveaux national et européen
- Il faut rendre le pouvoir budgétaire aux parlements nationaux. Ils doivent pouvoir également contrôler et participer aux décisions de l'UE
- renforcer les pouvoirs du parlement européen face à la Commission européenne. Nous remettons en cause le monopole d'initiative législative aujourd'hui accordé à Bruxelles.
- Les institutions européennes sont sujettes aux pressions de lobbies opaques et antidémocratiques. Au delà d'un enregistrement obligatoire, nous devrions interdire les lobbies et rendre leurs pouvoirs aux représentants élus.
- Pour une meilleure représentativité du Parlement européen nous voulons généraliser les élections à la proportionnelle, sur des listes nationales, dans les pays où cela n'est pas encore le cas.
- La parité doit être un principe garanti par les traités

c) Permettre l'intervention citoyenne dans les décisions européennes :

- Nous voulons la création de véritables pouvoirs d'interventions des citoyens. Cela pourrait commencer par une simplification de la procédure d'Initiative Citoyenne Européenne qui est, aujourd'hui parsemée d'obstacles ; et une réelle prise en compte des propositions des ONG. Cela implique une remise en cause de la place aujourd'hui réservée au lobbying.
- Nous proposons l'organisation de débats publics européens aboutissant à la consultation des peuples sur les grands enjeux qui les concernent, par référendum partout où les lois fondamentales le permettent. Nous demandons que cette proposition soit appliquée immédiatement concernant le projet de grand marché transatlantique.

d) Droit des travailleurs, libertés syndicales

- Nous voulons donner de nouveaux pouvoirs aux travailleurs leur permettant d'agir sur le sens et l'organisation de leur travail, pour s'organiser dans les entreprises, pour un contrôle social des moyens de production.
- Encourager la participation et l'élection des femmes dans les instances syndicales
- Les travailleurs et leurs représentants dans les instances de direction des entreprises doivent avoir un droit de veto sur les projets spéculatifs, de restructuration ou de délocalisation. Nous voulons des outils permettant aux travailleurs de lutter contre la précarité dans leur entreprise.
- Nous sommes pour le rétablissement des conventions collectives.
- Nous voulons rétablir les cadres pour la négociation avec les syndicats de travailleurs et lutter contre la répression anti-syndicale.

d) Garantir l'indépendance des pays européens par rapport aux USA et à l'OTAN, refus des programmes Swift, Prism. Etc.

3.- Pour l'Europe sociale et des droits

Notre objectif est de garantir les droits humains fondamentaux de tous les européens par un accès universel à ces droits, grâce à des services publics et des systèmes de sécurité sociale, gérés publiquement et/ou en coopération avec des associations à but non-lucratif. Les droits fondamentaux des citoyens ne sont pas des marchés, ils ne doivent pas être laissés entre les mains des entreprises privées et des marchés financiers. Leur but est l'émancipation humaine et non le profit. Aussi, nous pensons qu'ils doivent être au cœur de l'investissement public, par les fonds européens, les budgets des Etats, les collectivités locales, les systèmes de cotisations.

a) Droit du travail, salaires

- Assez de cette concurrence entre les travailleurs qui tire les salaires et les droits vers le bas! Nous voulons des augmentations de salaires partout en Europe, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, et la création d'un salaire minimum européen construit par la loi ou les conventions collectives, progressivement, en tenant compte des évolutions des différents pays.
- Nous voulons ériger la sécurité de l'emploi et de la formation comme principe fondamental du droit du travail et des conventions collectives dans les pays européens. Une harmonisation par le haut du droit du travail pourrait permettre d'éviter le dumping social.
- Nous sommes pour une réduction du temps de travail, progressive et tenant compte des réalités des différents pays, allant vers les 35h.

b) Droit aux soins et la protection de la santé :

- Lutter contre les inégalités croissantes en matière de santé et contre l'exclusion et l'imposition de formules de paiement individuels des services et des traitements en garantissant l'accès universel aux soins de santé.
- Équité, intégrité et caractère public des systèmes de santé nationaux. Réappropriation de la gestion et des objectifs des services de santé. Les ressources publiques doivent être destinées pour la santé publique
- garantir les droits sexuels et reproductifs comme le droit à la contraception, à l'avortement gratuit et non pénalisé, à la liberté de donner la vie, à travers un service public de santé.
- Vers une nouvelle culture de la santé, à taille humaine, pas de l'hôpitalo-centrisme et la grande industrie bio-pharmaco-médicale
- Nous sommes pour une nouvelle culture de la santé, à taille humaine, pour la prévention et la promotion de santé et contre les intérêts de la grande industrie bio-pharmaco-médicale. Seule l'intervention publique peut garantir une recherche médicale indépendante des intérêts des firmes et des marchés. Viser, pour une politique de santé publique, le développement d'actions dans le domaine des déterminants sociaux de santé: le travail et ses conditions, l'hébergement pour tous, l'éducation universelle, un environnement sain, l'alimentation suffisante et saine, des retraites dignes et des droits sociaux garantis.
- Bloquer la privatisation et de rétablir les services de santé publique livrés à la spéculation et le marché

c) Droit universel à l'éducation publique

- Nous sommes pour une école publique, laïque, financée complètement par l'Etat qui accueille tous les enfants et qui donne aux citoyens de demain les moyens de maîtriser leur futur et participer aux décisions collectives concernant leur entreprise, leur pays, leur monde.
- Développement de mesures « inclusives » dans les écoles publiques pour combattre les inégalités partout en Europe.
- Développer des services publics nationaux d'éducation, d'enseignement supérieur et de recherche pour permettre à chacun de d'accéder à de longues études, gratuites, et de les

- réussir.
- La formation doit permettre de faire face aux défis des nouvelles connaissances dans un esprit de coopération et au service de l'intérêt général.
 - Libérer l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche de la pression financière et des besoins à court terme des entreprises afin que le système éducatif contribue au développement libre de la connaissance au service de l'émancipation et du progrès.
 - Une école obligatoire jusqu'à un âge déterminé en commun dans toute l'UE est nécessaire pour élever le niveau de connaissance, de culture, de diplômes et de qualification pour tous les jeunes, toute la population.
 - Une école pas seulement limitée à une période obligatoire et à la période de stage, mais un droit à la formation continue pour le développement personnel et l'autonomie de pensée.
 - Les conditions de travail des enseignants et des personnels de l'école, qui rendent possible une atmosphère positive et la qualité de l'enseignement doivent être bonnes.
 - Pour permettre la laïcité, les fonds publics ne doivent pas aller aux écoles privées, aux jardins d'enfants privés ou aux associations culturelles
 - L'université publique doit disposer de budgets suffisants, publics, pour permettre à toute personne qualifiée et volontaire d'accéder à une formation de niveau supérieur. Au service de la communauté et la société et non pas aux attentes des entreprises et des marchés capitalistes. Elle doit garantir une formation humaine et humanitaire au même temps que technique, et non pas comme d'instruments de «ressources humaines », au service des marchés.
 - L'objectif de l'éducation doit être l'émancipation humaine
 - Les revenus des étudiants doivent être garantis
 - une éducation mixte basée sur les valeurs non-sexistes et non masculino-centrées pour défier les stéréotypes sexistes
 - élimination de la déscolarisation précoce. Mesures spéciales pour les jeunes femmes dont les déscolarisations sont liés à des mariages prématurés/forcés

d) Assurer l'accès aux biens communs

L'eau et l'énergie doivent être considérés comme des biens communs de l'humanité. Elles sont cruciales pour la vie. Personne ne peut en être privé.

- Droit à l'eau et à l'énergie par une gestion publique ou des services publics.
- Gratuité des premiers mètres cubes d'eau et facturation progressive pour limiter le gâchis.

e) Droit aux services sociaux pour les personnes en situation d'exclusion

- Mise à disposition de fonds structurels pour sauver des personnes en risque d'exclusion sociale.
- Priorité à l'insertion ou à la réinsertion sociale et dans le monde du travail, quand cela est possible.
- Droit aux transports publics,
- Droit à la communication, à la culture
- Droit à une assurance/ à des indemnités chômage
- Droit à la formation professionnelle

f) droit à la retraite

- Nous refusons de nouvelles augmentations de l'âge de départ en retraite et des durées de cotisation
- Nous demandons un niveau de pension décent. Les faibles pensions doivent être revalorisées.
- Nous défendons les systèmes de pensions publics, sociaux et dignes contre les fonds de pension privés

g) Droits et libertés

Chaque citoyen doit pouvoir exercer tous ses droits civils et démocratiques indépendamment de son origine, ethnique, statut social, genre, idéologie. Nous défendons les libertés individuelles. Nous ne tolérons aucune forme de racisme.

- Laïcité : la laïcité sociale comme principe et contre n'importe quelle discrimination religieuse
- Protection des libertés informatiques : rejet d'ACTA
- Protéger les citoyens contre les espionnages illégaux des USA

h) LGBT

A développer. Groupe de travail LGBT et propositions d'ILGA

i) Droits des femmes

- Revendiquer tous les droits sociaux et économiques ainsi que les droits sexuels et reproductifs.
- Droit à l'avortement et à la contraception libres – non pénalisés - et gratuits – inclus dans les soins publics de santé
- Égalité salariale entre les femmes et hommes
- Élimination de la violence contre les femmes, y compris domestique, du harcèlement sexuel, des viols, de l'exploitation sexuelle et de la prostitution forcée. Développement des structures sociales d'accueil des femmes.
- Proposer des directives et des mesures politiques visant le partage réel des responsabilités domestiques et familiales.
- Fournir un statut consultatif auprès des institutions européennes pour les associations féministes
- Une Europe laïque, où l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas liée à une confession religieuse.
- Travailler à la parité dans les institutions européennes

j)- Droits des migrants :

- abolition de l'inhumain et inefficace programme Frontex. L'Europe ne doit pas être une forteresse.
- Défense des droits des femmes migrantes qui sont en situation d'extrême vulnérabilité.
- Lutte pour une législation et des mesures d'éducation pour ouvrir les consciences face au business, au trafic et à l'exploitation sexuelle des femmes.

k) Droit à la culture.

- La culture ne doit pas être un produit de l'entreprise, un pur divertissement sans discernement.
- L'accès à la culture doit être un droit universel. Pour cela, il faut de l'investissement public et donc, des budgets suffisants.
- Défense de la diversité culturelle européenne
- un accès égal des femmes et des hommes au temps libre pour les activités culturelles et loisirs passe par une répartition égale du travail domestique et de soins.
- Promotion de l'éducation populaire, vrai facteur d'émancipation des travailleurs.
- Promotion de produits culturels défiant les stéréotypes genrés. Défense des femmes contre la commercialisation des corps et des images.

l) Droits des personnes handicapées

- réaliser l'accessibilité aux bâtiments
- aide scolaire

- intégration professionnelle
- revenu de remplacement égal au salaire minimum pour les personnes reconnues comme dans l'incapacité de travailler
- Les personnes handicapées sont considérées comme telles parce que nos sociétés sont organisées autour de certaines normes. Ce sont aux sociétés de s'adapter aux spécificités de cette partie de la population

4- Pour des échanges justes avec le monde

a) Bloquer le Grand Marché transatlantique. Le Grand marché transatlantique menace les droits sociaux, la qualité des produits et l'identité européenne même. Dérégulation de la société et perte des progrès de civilisation européens. Plus généralement, les accords passés par l'UE avec les autres pays du monde menacent les droits de tous. Nous voulons rassembler tous les secteurs et les citoyens menacés par le Traité, dans l'agriculture, l'élevage, l'industrie, l'audiovisuel, dans monde du travail en général, l'environnement, la culture.

b) Mettre des moyens d'enquête et de lutte contre les réseaux d'espionnage, prévoir des moyens de sanction contre les pays qui utilisent ces pratiques en Europe. Refuser et mettre fin aux programmes swift, prism etc.

c) Suspension de l'accord d'association UE-Israël tant qu'Israël ne respecte pas les droits humains

d) Revenir sur les accords de libre échange avec l'Amérique latine et les Caraïbes sur des bases servant l'intérêt mutuel et au service des peuples (cf contribution du GT Amérique Latine)

e) Autour de la méditerranée : remise en cause de l'Union pour la Méditerranée. Nous voulons une coopération méditerranéenne et des accords qui bénéficient aux citoyens.

5- Pour une Europe de la paix

Nous défendons la Paix et le dialogue politique contre la violence et la coercition militaire. Le PGE c'est le choix de la paix entre les personnes mais aussi entre les peuples et sociétés. Nous défendons l'internationalisme qui est contraire à l'impérialisme qui crée artificiellement les divisions entre les différents pays, entre les peuples, nous voulons les unir contre la crise néolibérale et capitaliste qui fait d'une grande partie des personnes, des travailleurs et de la société, des victimes.

a) Les valeurs de la Paix

- Défendre la culture de l'égalité, de la justice et de la solidarité. Introduire dans les écoles comme matière spécifique l'éducation pour la paix. Le PGE organisera des événements dans les différents pays d'Europe en 2014 sur le 100e anniversaire de la Première Guerre mondiale

- Soutien et participation dans les organismes internationaux de défense de la paix, comme le Conseil Mondial pour la Paix, les organisations internationales pour les droits des femmes etc.

- Reforme de l'ONU en le transformant en un organisme plus démocratique qui garantit la paix mondiale.

- création d'un tribunal international pour la justice climatique : un crime écologique est une atteinte sérieuse au bien commun qu'est l'environnement. L'importance d'un tel crime est à apprécier à la lumière de la mise en danger de l'écosystème et de ses conséquences sur les droits humains ainsi que des preuves de la responsabilité des criminels. Ces crimes sont des crimes contre l'humanité. Ils doivent être punis.

- prendre des mesures préventives (y compris des leçons et des instructions aux soldats et officiers) contre les violences contre les femmes, les viols et le trafic dans les conflits militaires. Sanctions juridiques pour les personnes qui commettent de tels crimes, dans le cadre du droit international.

b) Sur les traités militaires et leurs conséquences sur l'UE

- Remise à plat des traités militaires, commerciaux et stratégiques, notamment avec les USA
- Sortie immédiate de l'UE de l'OTAN. Démantèlement des bases de l'OTAN en Europe. Dissolution de l'OTAN. L'Europe ne doit pas être militarisée et connectée à l'OTAN à travers la gestion des conflits et les réactions rapides des forces d'intervention.
- L'UE ne participera pas dans des guerres « préventives » ni dans des interventions militaires dites « humanitaires »
- Le statut des pays non-alignés doit être respecté

c) Sur la politique d'armement

- agir en faveur d'une réduction des dépenses en armement dans tous les pays de l'UE et dans le monde.
- Élaboration d'un code de conduite lié à la vente d'armes.
- Destruction multilatérale des armes de destruction massive, y compris nucléaires, interdiction des mines explosives et armes chimiques
- Promouvoir des zones dénucléarisées

d) Agir sur les conflits en cours, pour viser la paix dans le monde

- L'UE doit s'engager pour l'unification de Chypre exigeant de la Turquie le respect du droit international.
- L'UE doit agir pour la reconnaissance du peuple Kurde en Turquie et la fin de la répression. Pour nous c'est une condition d'une éventuelle entrée de la Turquie dans l'UE.
- Palestine : L'UE doit reconnaître la Palestine et œuvrer pour les droits souverains du peuple palestinien en révisant ses accords avec Israël. Nous sommes pour un Etat Palestinien libre. Nous condamnons la colonisation israélienne des territoires palestiniens et prônons un retour aux frontières de 1967. Nous exigeons la destruction des drones.
- Le droit d'autodétermination du Peuple Sahraoui doit être un objectif pour l'UE. Nous voulons annuler les traités de préférence entre le Maroc et l'UE. L'UE doit agir pour la décolonisation partout dans le monde où des peuples souffrent encore de cette situation.
- Syrie
- Afghanistan
- Le PGE collabore avec la Plateforme pour la paix en Colombie fera un effort pour expliquer que cette paix est fondamentale pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- Abandon de la position commune sur Cuba.
- Promouvoir des relations entre l'UE et l'Alliance bolivarienne (ALBA)

Contribution du GT Amérique latine:

La politique de l'UE en direction des pays de l'Amérique latine est la prolongation des celles mises en place contre les peuples d'Europe fondée sur la libre concurrence libre et non faussée au nom de la compétitivité. L'UE propose aux pays de l'Amérique latine des "traités de libre échange" ou des "accords d'association" à la recherche de marchés nouveaux, des sources d'énergie et de main d'œuvre à bon marché. Au bout, c'est toujours une relation de domination qui est proposée aux peuples de cette région.

Le PGE propose une relation nouvelle fondée sur la coopération et la complémentarité entre les peuples de l'UE et de l'Amérique qui respecte le choix des stratégies de développement des pays gouvernés par les forces progressistes. Le PGE rejette les traités bilatéraux d'investissements qui sanctionnent les pays qui contestent la mainmise des transnationales sur les richesses et les économies des pays de l'Amérique latine. L'UE peut beaucoup apporter aux peuples de l'Amérique latine avec une véritable politique de coopération qui développe les services publics et prévoit des transferts de technologies.

La coopération politique signifie agir ensemble en faveur d'un dialogue et des actions en faveur d'un nouvel ordre international avec une ONU réformée et démocratique, la démilitarisation des relations internationales et la création de mécanismes de concertation et prévention des conflits.

Le développement humain, le changement climatique, l'action en faveur de la paix et le désarmement sont aussi des exemples des terrains pour la coopération politique.

Les relations commerciales doivent prendre en compte les asymétries qui existent entre les deux régions et doivent être conçues comme faisant partie d'accords pour le développement

L'UE doit dire clairement son soutien à ceux qui se battent aujourd'hui en Colombie en faveur d'une paix juste et démocratique. La "position commune" adoptée par l'UE en 1996 qui conditionne toute coopération avec Cuba doit être annulée. Cuba est le seul pays au monde soumis par l'UE à un tel traitement qui en fait que renforcer le blocus, mesure anachronique, auquel est soumise l'île depuis un demi-siècle